

Source name	Mercredi 28 juillet 2021
La Voix acadienne (Summerside, PE)	La Voix acadienne (Summerside, PE)
Source type	• p. 5
Press • Newspapers	• 977 words
Periodicity	
Weekly	
Geographical coverage	
Regional	
Origin	
Summerside, Prince Edward Island, Canada	



Mary Simon, gouverneure générale : «Une nomination presque parfaite»

BRUNO COURNOYER PAQUIN
(FRANCPRESSE)

Le premier ministre, Justin Trudeau, annonçait le 6 juillet que Mary Simon serait la prochaine gouverneure générale du Canada. La diplomate de carrière, qui a notamment été ambassadrice aux Affaires circumpolaires et au Danemark, a aussi oeuvré au sein d'institutions inuites. Une candidate autochtone avec un parcours éprouvé, dont la nomination survient dans un contexte préélectoral. Seul bémol: elle ne maîtrise pas le français.

Benoit Pelletier, professeur à la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa, pense qu'il y a «un aspect symbolique important dans le fait de nommer une Autochtone [...] [C'est] la première Autochtone, que ce soit une femme ou un homme, à occuper cette fonction». Une nomination qui s'inscrit dans le contexte de la réconciliation, une préoccupation qui revient souvent dans le discours de ce gouvernement, rappelle Benoit Pelletier.

Celui qui a été ministre au gouvernement du Québec, entre autres aux Affaires autochtones et comme ministre re-

sponsable de la région du Nord-du-Québec, a déjà rencontré Mary Simon, qu'il estime être une personne «agréable», «de leadership» et «déterminée». On peut constater une certaine formalisation du processus de nomination du gouverneur général dans le cas de Mary Simon, observe Benoit Pelletier: «Le premier ministre n'a pas pris la décision seul dans son bureau, sur la base de recommandations de son chef de cabinet ou d'autres membres de son cabinet, mais il a constitué, semble-t-il, un comité [...] et je pense que cette formalisation là est quelque chose de bien».

Une nomination qui arrive à point La professeure Stéphanie Chouinard, du Département de sciences politiques du Collège militaire Royal du Canada, croit qu'il n'est pas particulièrement surprenant qu'une candidate issue des communautés autochtones ait été nommée.

«Ça nous prenait quelqu'un, constate Stéphanie Chouinard. C'était nécessaire, surtout dans la perspective où les rumeurs d'élections vont bon train depuis déjà un bon moment», d'autant plus que plusieurs observateurs trouvaient que cette nomination se faisait

Diplomate de carrière, Mary Simon a notamment été ambassadrice aux Affaires circumpolaires et au Danemark, et a aussi oeuvré au sein d'institutions inuites. (Photo: Flickr Justin Trudeau – Avec autorisation)

déjà attendre depuis longtemps.

La politologue ajoute que ni le gouvernement ni l'opposition n'auraient voulu laisser la décision de dissoudre le Parlement entre les mains du juge en chef de la Cour suprême, Richard Wagner, qui assume actuellement les fonctions du gouverneur général en tant qu'administrateur du gouvernement du Canada.

Pour Benoit Pelletier, le problème n'aurait pas été vraiment par rapport au déclenchement des élections, mais plutôt quant à la nomination du prochain premier ministre.

«Il peut se passer des cas où on est dans des gouvernements minoritaires, où il y a tentative de formation de coalitions ou tout simplement tentative de formation de complicités politiques ou d'alliance politique. Et là, ça rendrait la tâche du gouverneur général [par intérim] beau-

coup plus délicate à jouer et ça risquerait d'aller à l'encontre du principe de l'indépendance judiciaire et de la séparation des pouvoirs», explique-t-il.

Une gouverneure générale qui ne parle pas français Mary Simon parle inuktitut et anglais, mais ne parle pas français – même si elle a indiqué, en conférence de presse, être déterminée à apprendre cette langue et à conduire les affaires du gouverneur général dans les deux langues officielles du Canada.

Pour la politologue du Collège Militaire royal du Canada Stéphanie Chouinard, il s'agit d'«une question, d'un enjeu difficile». D'un côté, comme Mary Simon l'a rappelé en conférence de presse, «enfant, elle n'a pas eu la chance d'apprendre le français puisqu'à l'école, au pensionnat de jour à Kuujuaq, c'était l'anglais qui était la langue d'apprentissage», rappelle Stéphanie Chouinard.

Cela reflète une certaine responsabilité de l'État québécois dans l'absence d'opportunité pour Mary Simon d'apprendre le français dès l'enfance, estime la politologue.

«Cela dit, Mme Simon a travaillé pour Affaires mondiales pendant de nombreuses années, elle a été notamment ambassadrice du Canada [aux Affaires] circumpolaire et ambassadrice du Canada au Danemark. Elle aurait donc eu la possibilité d'apprendre le français pendant de nombreuses années en sa capacité de fonctionnaire de haut grade», précise Stéphanie Chouinard.

Pour Benoit Pelletier, la sensibilité de Mary Simon face au français reste à démontrer: «Je sais qu'elle a dit qu'elle voulait respecter les deux langues officielles du Canada dans l'exercice de ses fonctions. Je la crois, mais il n'en reste

pas moins que la sensibilité à l'égard du français, elle aurait pu en faire preuve au cours de sa carrière, si elle l'avait voulu. Et à ce que je sache, ça n'a pas été le cas». Stéphanie Chouinard ajoute cependant «qu'à la défense de Mme Simon, Affaires mondiales Canada et la diplomatie canadienne en règle générale sont de mauvais élèves en matière de langues officielles, ce n'est rien de nouveau. Elle ne serait certainement pas la seule parmi les diplomates canadiens à ne pas maîtriser le français». Pour la politologue, si la gouverneure générale parvenait à apprendre le français pendant son mandat, il s'agirait d'un symbole fort: «Ce serait une belle démonstration que les deux langues officielles, c'est important, et que l'apprentissage de l'autre langue officielle peut se faire même à l'âge adulte». Une situation qui n'est pas sans précédent dans la haute fonction publique canadienne, rappelle-t-elle, citant le cas de feu le vérificateur général du Canada Michael Ferguson, qui avait appris le français au cours de son mandat, au point de devenir parfaitement bilingue. H La gouverneure générale désignée, Mary Simon, a rencontré Sa Majesté la reine le 22 juillet. En raison de la pandémie mondiale et des restrictions de voyage, l'audience s'est tenue virtuellement.